

Delanoë : «oui, je suis libéral et socialiste»

Dans ses entretiens avec Laurent Joffrin, Bertrand Delanoë dessine les contours d'une gauche réconciliée avec son temps. Héritier sans complexes de la pensée libérale, il plaide pour un PS qui soit enfin «un parti de managers». Et surtout dit ses craintes sur Sarkozy et ses doutes sur la grande rivale, Ségolène Royal, sa passion pour l'écologie et sa vision d'une France fidèle à son passé. Extrait d'un livre choc qui sonne comme une entrée en campagne*

- Socialiste et social-démocrate, c'est donc pareil, maintenant ?
- Pour moi, ça l'a toujours été. Le mot n'était pas employé de la même manière parce qu'il y avait une réalité que les socialistes français n'ont jamais pu atteindre. Premièrement, le parti de masse qui caractérise le système social- démocrate et, deuxièmement, le rapport aux syndicats. Dans toutes les social-démocraties, il y a d'abord adhésion massive au parti ou au syndicat, puis il y a une relation contractuelle entre le parti progressiste et l'organisation des salariés. Cela manquera toujours en France. Si on regarde l'expérience espagnole, aussi bien celle de Felipe Gonzalez que celle de José Luis Zapatero, même quand il y a eu conflit avec les syndicats, il y a toujours eu partenariat.
- Tenez-vous un discours social-libéral ?
- Non, je ne suis pas social-libéral : je n'adhère pas à ce que représente ce courant de pensée. Mais je vous le dis tout net : je ne réfute pas mécaniquement ce vocable, «libéral». Et quand il s'applique à une

doctrine politique, au sens global, je crois même qu'un militant socialiste devrait le revendiquer. En revanche, ce qui est inacceptable pour un progressiste, c'est de hisser le «libéralisme» au rang de fondement économique et même sociétal, avec ses corollaires : désengagement de l'Etat et laisser-faire économique et commercial. Il est donc temps que nous cessions de nous acharner sur un mot, et que nous tournions le dos à cette triste époque de notre histoire collective, qui a vu une grande partie de la gauche française rejeter une Constitution européenne au motif qu'elle aurait été «libérale». C'est d'autant plus absurde - et croyez bien que je ne suis pas inspiré par le goût du paradoxe, mais par celui de la vérité - que la gauche que je défends est par essence libérale. Quant au sarkozysme, ce bonapartisme modéré par la désinvolture -mais nous y reviendrons -, il est profondément antilibéral. Je le dis et je tente de le prouver. Qu'est-ce que le libéralisme ? C'est une doctrine d'affranchissement de l'homme, née dans l'Europe des Lumières. C'est, comme son nom l'indique, une idéologie de la liberté, qui a permis l'accomplissement de grandes conquêtes politiques et sociales. Le principe en est simple : il n'y a pas d'oppression juste, il n'y a pas de chaîne qui ne doive être brisée, il n'y a pas de légitimité, ni donc de fatalité, à la servitude. Et le libéralisme, c'est dans le même temps l'idée que la liberté est une responsabilité, qu'être libre ce n'est pas faire ce que l'on veut mais vouloir ce que l'on fait. Au nom de cet héritage intellectuel-là, celui de Montesquieu, de John Locke, au nom de ceux qui ont su se dresser contre le confort mortel de l'habitude pour dire non, je suis libéral. Je suis libéral parce que j'aime la liberté. Pour moi-même : j'ai toujours voulu être un homme libre de toutes les puissances et de toutes les dominations. Et pour les autres : j'aime les peuples libres qui défient la rigueur de l'histoire, j'aime que, collectivement, s'exprime le désir d'avancer fièrement dans la voie que l'on s'est souverainement

tracée. Et ce que je dis des peuples vaut pour les personnes. Chaque individu a droit au bonheur, et il a le droit de le rechercher par les moyens qu'il souhaite. Avec une seule limite, celle de l'article 4 de la «Déclaration des droits de l'homme», qui définit l'idée que je me fais du libéralisme : «(...) L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits.» Le libéralisme est donc d'abord une philosophie politique et j'y adhère. Ce sont les conservateurs qui l'ont dévoyé au service d'une idéologie du laisser-faire économique et de la perpétuation des rentes et des privilèges dont ils bénéficient déjà. Au nom d'un principe de liberté, leur dessein est en réalité celui de l'immobilisme, qui prolonge leurs avantages et reproduit toujours les mêmes inégalités. C'est une supercherie à la fois intellectuelle et idéologique, dont la gauche ne doit pas, ne doit plus, s'accommoder. Je suis donc libéral ET socialiste.

- ...Et pourquoi Sarko ne l'est pas ?

- Sarkozy entrave les libertés individuelles, et il ignore les libertés collectives. Qu'est-ce que l'amendement sur les tests ADN, sinon une restriction imposée à la plus élémentaire des libertés : celle d'exister autrement que par sa naissance, celle de ne pas se définir par son code génétique ? Qu'est-ce que cette pratique politique, faite d'arrogance et d'égotisme ? M. Sarkozy se veut souverain omnipotent : le libéralisme, c'est le contraire. Le libéralisme, c'est la tolérance devant les démarches individuelles, c'est une certaine forme d'indifférence bienveillante de la collectivité devant la singularité des choix de chacun, c'est la mise à l'épreuve de la plus belle des vertus - la modération dans l'exercice d'un pouvoir quel qu'il soit. Mais je vais plus loin : Nicolas Sarkozy est antilibéral dans bien des domaines. Prenez par exemple la loi sur la

réention de sûreté. Elle piétine en vérité l'un des principes de notre système judiciaire, la responsabilité pénale. Comme l'a souligné Robert Badinter, on quitte la réalité des faits (le crime commis) pour la virtualité d'une hypothèse. Faut-il ignorer la dangerosité potentielle de ces personnes ? Non, évidemment. Mais il existe des systèmes de contrôle rendus de plus en plus exigeants au fil des années, qui permettent à la fois à la société de placer l'individu sous surveillance tout en lui reconnaissant le droit à la réinsertion, dès lors qu'il a accompli sa peine.

- Si vous choisissez sans ambages la voie européenne et sociale-démocrate, il n'y a plus d'utopie dans le socialisme français ?

- Comment cela, il n'y a plus d'utopie ? Ce n'est pas une utopie que de fonder une société de la connaissance ? Ce n'est pas une utopie que de maîtriser les conséquences culturelles des nouvelles technologies ? Ce n'est pas une utopie que de créer une société de justice dans l'économie moderne ? Ce n'est pas une utopie que de concevoir la justice sociale dans le développement durable ? Ce n'est pas une utopie que d'inventer des formes nouvelles de démocratie ? Ce n'est pas une utopie que de faire progresser la civilisation de la liberté et de faire de la France et de l'Europe un modèle de développement humain pour le monde ? Ce sont des utopies réalisables, des idéaux que nous pouvons atteindre. Voilà la différence avec la vieille gauche : nous ne nous contentons pas de rêver et d'accuser les autres de trahison parce que ce qu'ils font est imparfait. Et si nous admettions que le courage, le vrai, celui qui justifie les efforts et que récompensent les victoires, ce n'est pas d'appeler à la révolution impossible, mais de préparer la réforme possible ? Le courage, ce n'est pas l'incantation, c'est l'action. Nous agissons pour qu'un jour nos rêves se réalisent. Les plus beaux rêves sont ceux qui se réalisent, même partiellement.

- Une droite intelligente dirait sans doute la même chose...

- Non ! Elle ne le dit pas et elle ne le fait pas ! La droite intelligente est aujourd'hui incarnée par Nicolas Sarkozy. Que dit-elle ? Elle tient un discours populiste à la limite de la démagogie. Les ouvriers sont formidables, les fonctionnaires sont formidables, les salariés sont formidables. Mais tous les efforts financiers de l'Etat vont à d'autres, à ceux qui n'en ont pas besoin. C'est vrai pour la fiscalité : les réductions d'impôts consenties au début du quinquennat ont profité pour l'essentiel aux classes favorisées et aux héritiers relativement fortunés, sans aucun effet sur l'économie. Je le dis d'ailleurs avec calme. La gauche a toujours été le parti des fonctionnaires, c'est-à-dire des agents de l'Etat. Elle le reste, et elle n'a pas à s'en excuser : elle peut s'opposer, avec fierté, à la démagogie d'un régime qui veut toujours moins de fonctionnaires, mais toujours plus de policiers, toujours plus d'infirmières. La Grande-Bretagne de Tony Blair a mené contre le chômage une lutte dont les plus sourcilleux de nos libéraux saluent l'efficacité, et elle a gagné cette bataille en créant 1,5 million d'emplois dans la fonction publique. La gauche a toujours été le parti de l'impôt, c'est-à-dire des revenus de l'Etat : elle doit avoir le courage de le rester, à l'heure où la justification même de la contribution collective à la richesse de la nation est remise en cause. C'est le maire d'une commune où les prélèvements obligatoires n'ont pas augmenté en sept ans qui le dit : contester le principe de la fiscalité, c'est porter atteinte à l'équilibre même du pays. Avec le bouclier fiscal, avec la suppression des droits de succession, la droite, qui prétend réhabiliter le travail, sacralise en réalité l'héritage et favorise ceux qui se sont «donné la peine de naître et rien de plus».

- Sarkozy est-il un véritable réformateur ou bien, un peu comme Chirac, donne-t-il l'illusion du mouvement sans changer les choses ?

- On ne le sait pas encore. En premier lieu, il est par définition le continuateur de Chirac, puisqu'il était président du principal parti de la majorité chiraquienne avant 2007. Il est, au moins en partie, responsable de l'état du pays. En 2012, il aura un bilan de dix années et non de cinq. Pour l'instant, il est plus dans la continuité que dans la rupture. Que fait-il pour réduire la dette publique accumulée sous Chirac ? Rien. Au contraire, le déficit s'accroît. De la même manière, qu'a fait Nicolas Sarkozy depuis un an pour renforcer les capacités économiques de la France ? Rien. Il donne l'impression de l'activité, de l'énergie mais c'est un artifice. Je ne conteste pas l'importance de la communication politique : gouverner, c'est aussi affaire de clarté dans les mots, l'attitude, le rythme. Mais quand la communication se substitue à l'action, il y a une forme d'imposture. C'est ce que dessine le sarkozysme.

-Sera-t-il l'homme de l'adaptation libérale de la France à la mondialisation?

- Il a déjà montré qu'il ne le serait pas. Je vous le répète : Sarkozy n'est pas libéral, il est conservateur. Il l'a prouvé à plusieurs reprises : étatiste, protectionniste, il impose à tous les échelons l'omniprésence d'un Etat que dans le même temps il désarme.

- Va-t-il réaliser des réformes que la gauche n'a pas faites ou pas osé faire?

- Ah oui ? Lesquelles ? La couverture maladie universelle ? La réduction du temps de travail ? A moins que vous ne fassiez allusion au RMI, à la CSG ? Ou au Pacs ? Ou bien, dans un autre ordre d'idées, à l'abolition de

la peine de mort ? Sérieusement, la sérénité et, tout simplement, l'objectivité du débat démocratique exigent, comme préalable, la vérité. Qu'on ne nous dise plus que la gauche est immobile et que la droite est réformatrice. C'est le respect de la vérité qui m'oblige à rappeler que les plus grandes réformes de ces trente dernières années, celles qui ont modifié en profondeur la société française, celles qui ont fait avancer notre pays, ont été inspirées par la gauche. Je ne dis pas que nous avons tout réussi. Je reconnais qu'il nous est arrivé d'être pusillanimes : nous aurions dû, pour reprendre l'exemple que vous citez, réformer les retraites. Nous ne l'avons pas fait. Nous l'avons seulement esquissé. Mais la droite, au pouvoir depuis six ans, ne la pas fait non plus, elle s'est simplement emparée du sujet pour diviser et créer des affrontements artificiels. Je rétablis la vérité, parce que la gauche, pour revenir au pouvoir, devra tordre le cou à l'idée saugrenue, démentie par les faits, selon laquelle elle ne saurait pas réformer.

- La gauche a besoin de managers et d'autorité ?

- C'est même une priorité. Nous sommes une gauche de gouvernement. Nous devons réfléchir à notre manière de gouverner et, donc, à notre manière de gérer l'Etat. C'est un défi majeur pour la gauche, peut-être le principal. Pour gagner, il faut être crédible. Nous ne changerons pas la société, nous ne réaliserons pas les réformes sociales et écologiques qui s'imposent sans une gestion rigoureuse et énergique. Nous devons être des managers. Des managers du changement, de la réforme du dialogue social des managers de l'espoir. Mais des managers. Nous ne ferons rien sans moyens. Or l'Etat, sous Chirac et Sarkozy, s'est considérablement endetté. Et nous ne pouvons pas augmenter les impôts indéfiniment, même si j'assume parfaitement le fait de maintenir un haut niveau de prélèvements, notamment pour les classes les plus favorisées. Il faut

donc trouver des ressources nouvelles. Ces ressources existent : elles résident notamment dans les gains d'efficacité que nous pouvons réaliser dans le fonctionnement de l'Etat et des services publics. C'est ce que nous avons fait à Paris. Nous n'avons pas augmenté les impôts pendant sept ans. Nous avons recherché des marges nouvelles en réformant l'usage de l'argent public et en rationalisant la gestion de la Ville. Nous pouvons parfaitement le faire à l'échelle du pays. A condition d'être des managers.

- C'est une conception nouvelle ?

- Dans une certaine mesure. La gauche doit assumer les contraintes de la gestion. C'est la condition première pour réaliser l'utopie ! Les deux sont indissociables. C'était aussi l'idée de Pierre Mendès France...

- Vous avez cru en Ségolène Royal ?

- J'aimais la perspective qu'une femme devienne présidente de la République. Philosophiquement, c'était un progrès. Je pressentais sa volonté, sa détermination, ce qui est une qualité. Je n'étais pas enthousiaste de ses effets d'annonce, même s'il y avait parfois de bonnes intuitions. Et la part d'irrationnel - qui doit être intégrée dans la vie démocratique - me paraissait excessive.

- Au début, vous avez pensé qu'elle pouvait gagner ?

- Je l'ai espéré. Je l'ai souhaité. Je lui ai dit : «Je ferai tout ce que je peux pour que tu gagnes. Je le ferai totalement, mais en gardant ma liberté.»

- Après le premier tour de la présidentielle, vous pensiez que l'échec de la gauche était déjà inscrit dans les résultats ?

- Je l'ai craint. Certes, la victoire n'était pas impossible. Mais il eût fallu, entre les deux tours, des initiatives de Ségolène extrêmement audacieuses pour inverser la tendance. D'ailleurs elle l'a senti, puisqu'elle a été très offensive dans ses rapports avec le centre. J'ai approuvé son débat public avec Bayrou. Sur le fond, c'était de bonne qualité. En revanche, ses balancements entre lui et Strauss-Kahn pour le poste de Premier ministre ne m'ont pas semblé de nature à renforcer sa crédibilité. Il faut toujours revenir aux fondamentaux. Je n'ai jamais vu un candidat à la présidence de la République annoncer à l'avance son Premier ministre. Plus exactement, un seul l'a fait : Gaston Defferre, qui a formé un tandem avec Pierre Mendès France. On a vu le résultat : 5% à eux deux. Pourtant ils ne manquaient ni de talent ni d'expérience. Ce qu'elle nous a révélé depuis à propos de sa démarche nocturne auprès de François Bayrou me conforte dans le fait qu'il ne suffit pas d'avoir l'intuition d'un problème pour le résoudre.

- Ne fallait-il pas élargir les alliances du PS ? Au moins, elle a fait preuve d'esprit de décision.

- L'esprit de décision y était. Mais la décision était mauvaise. On pouvait s'adresser aux électeurs de Bayrou du premier tour, montrer dans la transparence, lors du débat, les points d'accord et de désaccord. Mais renverser les alliances, c'est autre chose. C'est d'ailleurs un problème qui nous est posé aujourd'hui. Est-ce bien sérieux de concevoir une alliance allant du centre à l'extrême-gauche ? C'est sympathique. Mais il faut un minimum de cohérence. Quelle est la base politique et programmatique d'une telle coalition ? Est-elle crédible auprès des électeurs ? Le centre existe-t-il ? Jusqu'à présent, il était un faux nez de la droite. Le centre tombait toujours du côté conservateur. Bayrou est différent. Mais quel est son projet, sinon prendre la place du PS comme principal opposant ?

Et quelle est sa force réelle ? Tout cela demande une réflexion sérieuse, qui ne peut venir qu'après une redéfinition de l'identité et de la stratégie des socialistes.

- Avez-vous pensé être candidat vous-même ?

- Un certain nombre de personnes m'ont demandé d'y penser. Mais je n'étais pas en situation. On ne doit jamais être candidat pour soi, mais seulement quand on est l'homme ou la femme du moment. Et puis l'hypothèse Jospin existait. Lionel est un homme d'Etat qui aurait été utile au pays : je ne devais pas l'affaiblir.

- Il n'y a aucune contradiction entre une politique globale de protection de la planète et la croissance ?

- Si, si nous en restons à la définition actuelle de la croissance. Mais notre stratégie doit consister à obliger le capitalisme à s'adapter, par un mélange de contraintes, d'incitations fiscales et d'opportunités d'investissements. Exemple : si nous décidons d'améliorer l'habitat à un rythme rapide, ce qui est indispensable, un immense débouché s'ouvrira à l'industrie du bâtiment. La construction, l'isolation et la rénovation, de même que la formation des personnes, représentent de gigantesques chantiers. C'est le propre du capitalisme de s'adapter pour trouver de nouvelles sources de richesses. A nous de l'y contraindre.

- Cette politique est adaptée aux pays riches. Que vont devenir les pays les plus pauvres, qui ont un besoin vital de développement et ne peuvent se permettre de brider leur croissance pour préserver la qualité de l'atmosphère ?

- Vraie question ! Il est clair qu'on ne peut pas contester aux populations du tiers-monde le droit d'accéder à la consommation. Mais, à l'inverse,

faudrait-il considérer que «notre» logique de développement, avec ses conséquences désormais avérées sur l'environnement, est «tolérable» dans les pays du Sud ? Savez-vous, par exemple, que la grande majorité des maladies liées à la diffusion de pesticides touchent des agriculteurs de ces pays ? Parce qu'ils n'ont pas les protections techniques dont bénéficient leurs homologues américains ou européens. D'ailleurs, parmi les futures grandes puissances, la prise de conscience est déjà perceptible : la Chine n'a pas du tout l'intention de réduire sa croissance, mais elle se fixe désormais des objectifs volontaristes pour faire baisser ses émissions de CO2. Donc, la réponse à votre question passe par des transferts de technologie en direction de ces pays, et au-delà par l'affirmation, plus indispensable que jamais, de l'amélioration du niveau de vie de leur population. Il s'agit en fait de reconstituer un cycle vertueux : car cette ambition implique une accélération de la croissance économique, dans le respect de l'environnement. On est donc bien loin de l'option «décroissance» que vous évoquiez tout à l'heure et qui irait à rencontre d'une vraie solidarité avec les nations émergentes. Concrètement, comment aider notamment les pays africains à produire leurs denrées alimentaires sans répandre des tonnes de pesticides sur leurs cultures, sans détruire leurs forêts ou leur savane et sans épuiser leurs sols ? C'est la politique de codéveloppement, dont nous avons déjà parlé... Comment lier la question de l'environnement et la question sociale ?

- On voit bien qu'il y a parfois contradiction entre les deux. A l'échelle internationale, la maîtrise de la croissance peut gêner le développement des pays les plus pauvres, vous l'avez dit; sur le plan national, certains investissements dans la protection de l'environnement risquent de réduire les crédits sociaux.

- La contradiction n'est qu'apparente. Je préconise un changement profond de raisonnement. La question écologique ne peut plus être un simple chapitre dans les programmes de la gauche. Elle doit être au centre du projet. A condition d'être pensée à partir des valeurs de justice sociale et non comme une simple contrainte environnementale : j'en reviens à la définition même du concept de développement durable. Et c'est sans doute là que la distinction droite-gauche reprend son sens. D'ailleurs, un nombre croissant de jeunes entreprises tiennent compte, dans leur gouvernance et dans leur mode de fonctionnement, à la fois des enjeux environnementaux et des enjeux sociaux. Cela a commencé avec le commerce équitable : les militants de ce mouvement ne distinguent pas la protection de la planète et la protection des hommes qui travaillent et souffrent sur cette planète. Pour eux, c'est la même préoccupation : la logique du marché doit être limitée par le double souci de l'humain et de la nature, qui sont deux modalités du sens collectif. C'est la bonne méthode.

- Précisez...

- Les associations qui s'occupent de commerce équitable sont attentives à la qualité des produits, mais aussi à leur bilan écologique et à leur bilan social : pas de dommages écologiques pour produire, pas de travail des enfants, un droit social, des syndicats et une rémunération plus juste des producteurs. En fait, ces objectifs sont liés. Il y a un même enjeu collectif, solidaire, qui est à la fois écologique, économique et social. La pensée de gauche doit s'adapter à cette nouvelle conception de l'économie mondialisée. Il s'agit de réorienter le développement de la planète sous contrainte sociale et environnementale. Le progrès social change de contenu. Le besoin de justice reste le même, mais il passe

aussi par le respect pour la planète, dont les dérèglements lèsent en priorité les plus faibles, les plus démunis.

- N'est-ce pas l'un des enseignements du Grenelle de l'environnement, mis en place par un gouvernement de droite ?...

- Avec quels moyens et pour quels résultats ? J'approuve tout ce qui se traduit par une large concertation, par une mobilisation des expériences et des expertises. Très bien ! Mais honnêtement, en termes de diagnostic, qu'a-t-on appris que nous ne savions déjà ? Donc, sur les moyens : quand le Grenelle fixe pour objectif de passer de 2% des superficies dédiés à l'agriculture biologique à 6% en 2010, c'est positif. Mais comment ? Sur la base de quelles mesures réglementaires ? Avec quels moyens budgétaires ? Qu'est-ce qui concrètement incitera un agriculteur à faire désormais plus volontiers du bio ? Mystère. Autre exemple, savez-vous que les conclusions du Grenelle, en matière de transports publics, ne s'appliquent pas à l'Ile-de-France, soit 11,5 millions de Franciliens exclus d'un dispositif pourtant censé développer l'offre de déplacements ? ! Or, s'il y a bien une région en France qui est directement concernée par cet enjeu, c'est l'Ile-de-France.

- La France doit-elle se repentir pour sa politique coloniale ?

- Je ne suis pas sûr que l'expression soit la bonne. Mais si nous étions plus nets sur ces questions qui nous font mal, les relations avec le Maghreb seraient moins douloureuses. Nous pourrions assumer notre partenariat de sécurité, qui est essentiel dans la lutte contre le terrorisme, et peser en même temps en faveur du pluralisme et des droits de l'homme. Le non-dit colonial ne fausserait pas en permanence le dialogue. Nicolas Sarkozy récuse l'idée de repentance... Encore une fois, je ne sais pas si le mot repentance convient. Encore que... Est-il si

humiliant d'exprimer des regrets ? En tout cas, ce qui me choque dans le propos de Nicolas Sarkozy c'est que la repentance n'a été exprimée par la France qu'à propos de Vichy et par Jacques Chirac. Donc quand il dit : «Il y en a marre de la repentance», que vise-t-il ? Pour ce qui concerne la colonisation au Maghreb et notamment là où elle a été la plus douloureuse, en Algérie, il faut simplement dire la vérité. Le président a commencé, mais avec quels méandres de la pensée ! L'ambassadeur de France en Algérie nous avait pourtant mis sur la bonne voie en allant reconnaître en février 2005 les massacres de Sétif, qui ont fait tant de morts en 1945. En fait, au-delà des mots qui nous piègent - repentance, excuses, etc. -, dire la vérité suffirait. Dire la vérité, notre vérité et même notre vérité commune. Car elle est faite de domination, d'exploitation, de souffrance imposées aux colonisés en même temps que de liens culturels et affectifs que personne n'a envie de nier, pas plus les Algériens que les Français.

- Il y avait donc un aspect positif dans la colonisation ?

- Non. Il y a eu des aventures individuelles, dont je suis un héritier, qui ont permis à des gens de se connaître, de vivre ensemble et même d'être heureux. Mais le fait colonial reste ce qu'il a été : une domination illégitime, et le plus souvent brutale, découlant d'intérêts économiques et militaires ou d'une volonté impérialiste. Cela n'empêche pas que des individus aient tissé des liens amicaux au temps de la colonisation. Regardez un Tunisien, un Algérien, un Marocain accueillant des Français nés là-bas : ce sont souvent des retrouvailles d'amitié. Enrico Macias n'est toujours pas retourné en Algérie. C'est encore difficile. Mais, enfin, les Algériens écoutent ses disques. Le lien est là. Il faut le préserver. Pour autant, le jugement de l'Histoire est sans appel : la colonisation a été négative. C'est tout.

- Faut-il que le gouvernement algérien reconnaisse, symétriquement, le sort cruel réservé aux harkis qui ont été massacrés au moment de l'indépendance ou bien qu'il condamne l'usage du terrorisme, contre les civils ?

- Il ne s'agit pas de troc ni de marchandage. Il s'agit de la vérité et de l'Histoire. Disons déjà toute la vérité, pour ce qui nous concerne... C'est nous qui avons colonisé l'Algérie, ce ne sont pas les Algériens qui ont colonisé la France. Alors disons-le et que chacun prenne ses responsabilités. Les choses évolueront ensuite. Les dirigeants algériens sont des personnes intelligentes.

© Robert Laffont

(*) "De l'audace", par Bertrand Delanoë, entretiens avec Laurent Joffrin, Robert Laffont, 290 p, 20 euros.